

5052H533)14

913

(1941)

91

Surveillance et règlement des redevances
téléphoniques et des taxes de communication

Note générale Fin. et Comp^t n° 10 28.11.41

Paris, le 28 novembre 1941.

Col.

Nm.
65

UNIFICATION DU MODE DE SURVEILLANCE ET DE RÈGLEMENT
DES REDEVANCES D'ABONNEMENTS TÉLÉPHONIQUES ⁽¹⁾
ET DES TAXES DE COMMUNICATIONS

Article 1^{er} — Objet de la présente Note Générale.

Le paiement à l'Administration des P.T.T. des redevances d'abonnements téléphoniques et des taxes de communications s'opère actuellement selon les modalités très différentes qui étaient admises pour chacun des anciens réseaux.

Il y a intérêt, d'une part, à unifier le mode de surveillance et de règlement de ces redevances et taxes, d'autre part, à centraliser dans un seul service par région les opérations comptables afférentes à ces dépenses.

La présente Note Générale a pour objet d'exposer les règles à suivre désormais à cet effet.

CHAPITRE I

Article 2. — Imputations de dépenses.

Toutes les dépenses relatives aux communications téléphoniques seront imputées, à partir du 1^{er} janvier 1942, au paragraphe 2 de l'article 2 du chapitre IV du Budget d'Exploitation, quel que soit le service usager.

CHAPITRE II

OPÉRATIONS A EFFECTUER PAR LES TITULAIRES
DE LIGNES PRINCIPALES P.T.T.

Article 3. — Contrôle des communications demandées.

Pour permettre le contrôle des communications téléphoniques échangées, ainsi que la vérification des relevés, établis par l'Administration des P.T.T. et servant à la facturation des taxes de conversations, les titulaires de lignes principales P.T.T. tiendront, dans les conditions indiquées ci-après et sauf exceptions autorisées par le Directeur Général, les Directeurs des services centraux ou les Directeurs de l'Exploitation des régions, un relevé des communications demandées à partir de leur poste.

(1) Ne s'applique pas aux contrats d'abonnement des lignes d'intérêt privé.

Le relevé sera établi sur un imprimé du modèle représenté par l'Annexe à la présente Note Générale.

Cependant, si le nombre des communications **locales** ou **urbaines** dépasse en moyenne 200 par mois pour une ligne principale, le Chef d'arrondissement dont dépendent les agents titulaires de la ligne principale pourra dispenser ceux-ci d'inscrire sur le relevé les communications de cette nature.

En tout état de cause, il devra être pris attachement des communications urbaines et interurbaines qui sont à rembourser par des tiers.

CHAPITRE III

RÈGLES COMPTABLES APPLICABLES DANS LES DÉPARTEMENTS (LES RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION DE PARIS ET DES AUTRES LOCALITÉS DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE EXCEPTÉS)

Article 4. — Abonnements et redevances diverses.

Le règlement des redevances d'abonnements téléphoniques et diverses sera effectué annuellement, par département et par région de la S.N.C.F., à l'échéance du 1^{er} juillet pour l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année.

Chaque direction départementale des P.T.T. adressera, vers le 1^{er} avril, un état des redevances dues pour tous les postes du département, au Chef du service V.B. de la région S.N.C.F. intéressée.

Celui-ci assurera le règlement global de toutes ces redevances par virement postal au nom et au crédit du compte de chèques postaux du receveur principal des Postes du chef-lieu de chaque département.

Le montant des sommes à verser à l'échéance normale indiquée ci-dessus sera augmenté ou diminué des débits ou crédits correspondant aux additions ou suppressions d'abonnements intervenues au cours de la période annuelle expirée (1).

Article 5. — Taxes de communications.

Le règlement des taxes de communications sera effectué mensuellement par département et par région de la S.N.C.F.

A cet effet, il a été convenu avec l'Administration des P.T.T. que les receveurs des Postes adresseront au début de chaque mois **aux titulaires des lignes téléphoniques principales** (chefs de gare, dépôt, district, etc.), et **par installation**, un relevé mod. 1392 64 bis, en double exemplaire, des taxes des communications demandées. Les titulaires des lignes téléphoniques principales vérifieront ces relevés et, en cas d'erreurs constatées, ils devront les signaler au receveur des Postes intéressé et obtenir leur redressement sur le prochain relevé. L'accord étant intervenu, l'un des deux exemplaires sera renvoyé au receveur des P.T.T. dans un délai maximum de dix jours, revêtu d'une formule de visa et acceptation, suivie de l'indication : « *Bon pour la Région...* » L'autre exemplaire, accompagné du relevé des communications téléphoniques, sera adressé par la voie hiérarchique au Chef du service V.B.

(1) Les dépenses d'installations nouvelles ou de modifications aux installations existantes feront l'objet de règlements séparés.

Les relevés seront vérifiés à tous les échelons de la hiérarchie au point de vue de l'importance du nombre et de la durée des communications.

Chaque direction départementale des P.T.T. adressera chaque mois, au Chef du service V.B. de la région S.N.C.F. intéressée, un bordereau comprenant tous les relevés mensuels mod. 1392 64 bis des dites taxes relatives aux communications de leur département (relevés qu'elle recevra des receveurs des Postes).

Le règlement général de toutes les taxes indiquées sur le bordereau sera assuré par le Chef du service V.B., par virement postal au nom et au crédit du compte de chèques postaux du receveur principal des Postes du chef-lieu du département, dès qu'il sera en possession du bordereau susvisé.

CHAPITRE IV

RÈGLES COMPTABLES APPLICABLES AUX RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION DE PARIS ET DES AUTRES LOCALITÉS DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Article 6. — Abonnements et redevances diverses.

Le règlement des redevances d'abonnements sera opéré annuellement, à l'échéance du 1^{er} juillet, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année. Ces redevances seront groupées, par région de la S.N.C.F., sur six comptes désignés par les P.T.T. à raison d'un pour chacune des régions et un pour la direction générale.

La direction des services téléphoniques (contrôle de la comptabilité) établira et adressera, vers le 1^{er} avril, un état détaillé des diverses redevances au Chef du service V.B. de la région intéressée ou au Secrétaire de la Direction Générale.

Ceux-ci en assureront le règlement par virement postal au nom du Chef du bureau central de la comptabilité téléphonique de Paris, au compte de chèques postaux n° 49.907 — Paris.

Les sections de comptabilité interurbaine, chargées de la centralisation par région des installations, établiront des relevés mensuels des additions ou suppressions d'abonnements. Ces relevés seront adressés par leurs soins au Chef du service V.B. de la région intéressée ou au Secrétaire de la Direction Générale. Le montant des sommes à verser à l'échéance normale indiquée ci-dessus sera augmenté ou diminué des débits ou crédits correspondant à ces additions ou suppressions (1).

Article 7. — Taxes de communications.

Le règlement des taxes de communications sera effectué mensuellement, les différents postes étant groupés, suivant le cas, sur l'un des comptes dont il est question au 1^{er} alinéa de l'article 6 ci-dessus.

Les décomptes des taxes dues seront faits par les sections de comptabilité interurbaine chargées de les centraliser et seront adressés au Chef du service V.B. de la région intéressée ou au Secrétaire de la Direction Générale avec les fiches des communications demandées à partir de chaque poste téléphonique.

(1) Les dépenses d'installations nouvelles ou de modifications aux installations existantes feront l'objet de règlements séparés.

Le Chef du service V.B. adressera aussitôt aux Directeurs des services centraux ou aux Chefs des grands services intéressés les décomptes et fiches qui les concernent en vue de leur vérification.

Pour permettre celle-ci, les relevés mentionnés à l'article 3 seront adressés, par la voie hiérarchique, au début du mois, aux Directeurs des services centraux et aux Chefs des grands services suivant le cas.

Ceux-ci renverront les décomptes avec leur approbation ou leurs observations au Chef du service V.B. qui en effectuera le règlement, comme il est dit au 3^e alinéa de l'article 6 ci-dessus pour les redevances d'abonnements, par virement postal au nom et au compte de chèques postaux du Chef du bureau central de la comptabilité de la section interurbaine intéressée.

Le Secrétaire de la Direction Générale règlera de la même façon les taxes de communications qui lui incombent.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

RELEVÉ des communications téléphoniques échangées
à partir de la ligne principale n° _____ d _____

Région d

Service

Mois d _____ 19 _____

Mod. I. F. 119

DATE	DEMANDEUR		RENSEIGNEMENTS SUR LA DEMANDE FAITE		CONVERSATION		OBSERVATIONS (1)
	NOM	SERVICE	LOCALITÉ	NUMÉRO	HEURE d'origine	DURÉE	

(1) Indiquer en particulier les remboursements de communications par des tiers.

DATE	DEMANDEUR		RENSEIGNEMENTS SUR LA DEMANDE FAITE		CONVERSATION		OBSERVATIONS (1)
	NOM	SERVICE	LOCALITÉ	NUMÉRO	HEURE d'origine	DURÉE	

 $V_{u1}^{(3)}$

Le Chef de(2)

Vu, le Chef d'Arrondissement $\left\{ \begin{array}{l} \text{Ex.} \\ \text{M.T.}^{(4)} \\ \text{V.B.} \end{array} \right.$

Transmis à M. le Chef du service V. B.

Le Chef du service } Ex.
M. T. (4)

(1) Voir au recto.
(2) Gare, dépôt, district, bureau.

(3) Inspecteur. Chef de Section.
(4) Biffer la mention inutile.